



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2007
Français
Original : anglais

Soixante deuxième session

Point 102 de l'ordre du jour provisoire*

Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Directrice de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) concernant les activités menées par l'Institut d'août 2006 à juillet 2007, ainsi que le programme de travail proposé et le projet de budget pour 2007 et 2008.

À la quarante-huitième session du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement, tenue du 16 au 18 juillet 2007, le Conseil d'administration de l'Institut a examiné et approuvé le rapport, pour soumission à l'Assemblée générale.

* A/62/150.



**Rapport de la Directrice de l'Institut des Nations Unies
pour la recherche sur le désarmement relatif aux activités
menées par l'Institut d'août 2006 à juillet 2007,
et projet de programme de travail et de budget
de l'Institut pour 2007-2008**

Résumé

En 1984, l'Assemblée générale a demandé au Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) de lui faire rapport chaque année sur les activités de l'Institut. À cette fin, la Directrice a établi le présent rapport, qui traite des activités menées par l'Institut d'août 2006 à juillet 2007, pour que le Conseil d'administration de l'Institut l'examine lors de la quarante-huitième session du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement, tenue du 16 au 18 juillet 2007.

Le programme de travail de l'Institut est resté axé sur trois domaines principaux : sécurité mondiale et désarmement; sécurité régionale et désarmement; et sécurité humaine et désarmement. Ainsi, il traite l'ensemble des problèmes concrets de désarmement, des armes légères jusqu'aux armes dans l'espace.

Une subvention prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU garantit l'indépendance de l'Institut. Par le biais du présent rapport, le Conseil d'administration transmet au Secrétaire général une recommandation portant sur le maintien de cette subvention, à prélever sur le budget ordinaire pour l'exercice 2008-2009. En outre, il est rendu compte dans le présent rapport des fonds provenant de contributions volontaires versées par des gouvernements et des organismes philanthropiques.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Gestion et effectifs	2–3	4
II. Subvention inscrite au budget ordinaire de l'ONU	4–5	4
III. Activités récentes et prévues	6–54	5
A. Sécurité mondiale et désarmement	7–30	5
B. Sécurité régionale et désarmement	31–42	9
C. Sécurité humaine et désarmement	43–54	11
IV. Mise en place de réseaux	55–63	14
A. Constitution d'un réseau électronique	56	14
B. <i>Forum du désarmement</i>	57	15
C. Éducation pour le désarmement	58–60	15
D. Conférences, séminaires et réunions-débats	61	16
E. Collaboration avec d'autres institutions	62	16
F. Programme de bourses et de jeunes chercheurs	63	16
V. Publications	64–67	17
Annexes		
I. Recettes et dépenses pour 2005 et 2006 et prévisions pour 2007 et 2008		20
II. Ressources nécessaires		21
III. Contributions volontaires pour 2005 et 2006 et état pour 2007 et 2008		25
IV. État des prévisions de recettes provenant de contributions volontaires pour 2007		27

1. Le présent rapport informe le Conseil d'administration des activités que l'UNIDIR a menées d'août 2006 à juillet 2007 ainsi que du programme de travail et du projet de budget pour 2007 et 2008.

I. Gestion et effectifs

2. Le travail de l'UNIDIR est effectué par un personnel dévoué mais peu nombreux : un directeur, un directeur adjoint, un assistant administratif, un secrétaire spécialisé dans les publications, un responsable des systèmes informatiques employé à temps partiel, un responsable des programmes de recherche et des publications, un organisateur de conférences employé à temps partiel, un assistant à la collecte de fonds employé à temps partiel, les rédacteurs de la revue, des rapports ou des ouvrages, ainsi que des chercheurs. Pendant l'année précédente, l'Institut comptait 30 fonctionnaires, dont 2 cadres de direction, 3 membres du personnel d'appui (administratif et technique), 5 membres du personnel de base chargés des tâches fonctionnelles au titre des programmes, 19 chercheurs et 3 chargés de recherche invités. En 2006/07, il a poursuivi son programme de chercheurs stagiaires et accueilli 11 stagiaires venant de six pays. Les femmes sont bien représentées à l'Institut, puisque deux tiers des fonctionnaires, dont la Directrice, sont des femmes.

3. Le présent rapport porte sur une période qui s'est caractérisée par des contacts et des relations accrues avec d'autres composantes du système des Nations Unies. En outre, l'Institut a pris une part active à l'effort global de réforme de l'ONU, notamment à l'examen des mandats et à celui, qui y est lié, des besoins en matière de recherche au sein des Nations Unies.

II. Subvention inscrite au budget ordinaire de l'ONU

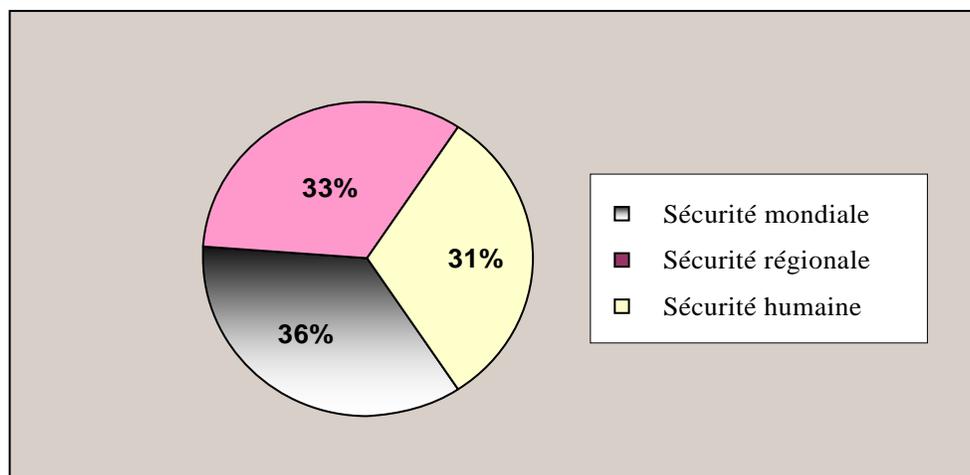
4. Une subvention permettant de couvrir les dépenses afférentes à la direction et à l'administration est nécessaire pour le prochain exercice biennal. Cette subvention est importante pour que l'Institut dispose de moyens financiers et pour garantir son indépendance. Elle est actuellement fixée à 485 500 dollars et est ajustée pour tenir compte des coûts.

5. Compte tenu de l'importance que revêt la subvention versée par l'ONU, il est nécessaire de veiller en permanence à en accroître le montant et à l'ajuster en fonction des coûts, ce qui faciliterait l'accroissement des contributions volontaires. En septembre 2004, le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée générale, à sa cinquante-neuvième session, une note portant sur la nécessité de continuer d'octroyer une subvention à l'Institut (A/C.5/59/3/Add.1). En 2005, l'Assemblée générale a adopté la résolution 60/89, dans laquelle elle recommandait que le Secrétaire général mette en œuvre les recommandations du Bureau des services de contrôle interne et les décisions du Conseil d'administration de l'Institut (tendant à ce que les coûts afférents au personnel permanent de l'Institut soient financés sur le budget ordinaire de l'ONU) et qu'il continue de rechercher, dans le cadre des ressources existantes, les moyens d'accroître le financement de l'Institut.

III. Activités récentes et prévues

6. Le programme de recherche de l'UNIDIR comporte trois volets : sécurité mondiale et désarmement; sécurité régionale et désarmement; et sécurité humaine et désarmement (voir fig. 1).

Figure 1
Activités de l'UNIDIR par publication et par catégorie



A. Sécurité mondiale et désarmement

7. L'Institut consacre une grande partie de ses activités aux questions de sécurité mondiale et de désarmement. Il entreprend notamment des recherches sur l'application des traités conclus et sur des questions relatives à des négociations potentielles ou en cours, et étudie les moyens possibles d'aller de l'avant dans d'autres domaines.

1. Conférence du désarmement

8. L'UNIDIR continue de participer activement à diverses consultations, discussions et séminaires portant sur des questions concernant les travaux de la Conférence du désarmement, notamment les matières fissiles, le désarmement nucléaire, le terrorisme et les armes de destruction massive, les garanties de sécurité et la sécurité spatiale.

9. En 2007, dans le cadre de l'initiative des six présidents de la Conférence du désarmement, l'Institut a été invité à intervenir lors de discussions informelles en plénière sur des préoccupations de fond, de façon à aider les États Membres dans leurs délibérations.

2. Désarmement nucléaire et non-prolifération nucléaire

10. En août 2006, dans le cadre du projet intitulé « Working our way to nuclear disarmament » (Nous préparer pour le désarmement nucléaire), l'UNIDIR a tenu un séminaire sur les garanties de sécurité négatives, au cours duquel sont intervenus

l'Ambassadeur Ousmane Camara, Représentant permanent du Sénégal et Président de la Conférence du désarmement, le professeur Jozef Goldblat, associé principal, John King, Directeur du Business Humanitarian Forum, et Sola Ogunbanwo, conseiller principal pour la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

11. En mars 2007, l'UNIDIR a organisé, en collaboration avec le Gouvernement français, un séminaire intitulé « Les enjeux de sécurité mondiale et le régime de non-prolifération à la veille du prochain cycle d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires » en vue d'examiner les différentes approches possibles pour le prochain cycle d'examen du TNP, qui aboutira à la Conférence d'examen de 2010. Le séminaire était présidé par l'Ambassadeur Jürg Streuli (Suisse); les experts qui ont présenté des exposés étaient l'Ambassadeur Abdallah Baali (Algérie) et François Heisbourg et Philippe Errera (France).

12. Le projet intitulé « Les organisations régionales et l'application de la résolution 1540 du Conseil de sécurité », mené en coopération par l'UNIDIR et l'Institut d'études internationales de Monterey dans le cadre du projet général « Nous préparer pour le désarmement nucléaire », a bénéficié de crédits additionnels en 2006. Un document de travail a été produit et une publication en cours d'élaboration doit être achevée au début de 2008.

13. Dans le cadre du même projet général, l'UNIDIR organise une série de réunions sur les stratégies novatrices propres à favoriser l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. À l'occasion du dixième anniversaire de l'ouverture à signature du Traité, l'Institut a publié un numéro spécial de *Forum du désarmement* et organisé un séminaire afin d'appeler l'attention sur l'importance du Traité, et travaille à la publication d'un livre de Rebecca Johnson qui retrace l'historique de sa négociation et formule des propositions sur la manière de le promouvoir. Dans le cadre du projet de Forum de Genève, l'UNIDIR a coorganisé en mars 2007 avec le Secrétariat technique du Traité et le Département des affaires de désarmement du Secrétariat de l'ONU une exposition et un séminaire marquant le dixième anniversaire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et a tenu, dans le cadre de la réunion de 2007 du Comité préparatoire de la Conférence d'examen, un séminaire sur les nouvelles perspectives du Traité.

14. L'UNIDIR et l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm ont mené à terme en décembre 2006 le projet pilote qu'ils avaient entrepris conjointement sur le thème « Renforcement de la coopération au sein de l'Union européenne aux fins de réduire les menaces : programmer des mesures communautaires pour appuyer la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive ».

15. Au cours des trois prochaines années, l'UNIDIR réalisera une étude détaillée sur les aspects politiques et juridiques de l'accord bilatéral signé le 3 juillet 2007 par les Gouvernements de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique concernant la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire. Cette étude sera réalisée par des experts de la Fédération de Russie, des États-Unis, du Canada et d'autres pays et par des membres de l'International Panel on Fissile Materials et de l'Independent Group of Scientific Experts, ainsi que par des spécialistes de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

3. Missiles et défense antimissiles

16. À la suite de la réunion finale infructueuse, en 2004, du Groupe d'experts gouvernementaux sur la question des missiles sous tous ses aspects, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 59/67 du 3 décembre 2004 portant sur les missiles, prié le Secrétaire général d'établir un rapport de nature à contribuer à l'effort de l'Organisation des Nations Unies visant à traiter de la question des missiles sous tous ses aspects, en déterminant des domaines susceptibles de faire l'objet d'un consensus, et de lui présenter ce rapport à sa soixante et unième session. L'UNIDIR s'emploie à appliquer cette résolution de concert avec le Département des affaires de désarmement et a rédigé un rapport que le Secrétaire général a transmis à l'Assemblée générale en 2006 (document A/61/168).

17. Le Groupe d'experts gouvernementaux sur la question des missiles sous tous ses aspects (2007-2008) a tenu sa première réunion en juin 2007. Il a une nouvelle fois fait appel aux services de consultant de l'UNIDIR. Le numéro du premier trimestre 2007 de *Forum du désarmement* était consacré au contrôle des missiles et a été conçu comme une contribution aux travaux du groupe.

4. Armes biologiques et chimiques

18. Le Forum de Genève, un projet mené en collaboration par l'UNIDIR, le Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies et le Programme d'études stratégiques et de sécurité internationale, a tenu au fil des ans une série de réunions sur la question des armes biologiques. Dans le cadre de cet effort, il a publié en novembre 2006 un ouvrage intitulé « Briefing Book : BWC Sixth Review Conference 2006 » (Recueil de textes : sixième Conférence d'examen, 2006), établie conjointement par le Verification Research, Training and Information Centre, le British American Security Information Council et le Harvard Sussex Programme on Chemical and Biological Weapons, et a établi le rapport de la réunion *intra-muros* de 2006 sur le thème « Surmonter les obstacles à l'examen de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et toxiques ».

19. Le numéro du troisième trimestre de 2006 du *Forum du désarmement*, intitulé « Les armes biologiques : vers une Convention plus forte » a constitué une précieuse contribution à la sixième Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et toxiques.

20. L'année 2007 marque le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques. En décembre 2006, la Directrice de l'UNIDIR est intervenue lors d'un séminaire sur le thème « Les substances chimiques toxiques et les mesures visant à assurer le respect du droit » tenu à La Haye dans le cadre de la Conférence d'examen de la Convention.

21. En 2007, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, le Département des affaires de désarmement et l'UNIDIR coorganisent un séminaire dans le cadre de la célébration du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention.

5. Technologies spatiales et droit de l'espace

22. En mars 2007, l'Institut a organisé, en collaboration avec les Gouvernements du Canada, de la Chine et de la Fédération de Russie et avec le concours de la Secure World Foundation et de la Fondation Simons, sa conférence annuelle de deux

jours sur la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique, qui avait pour thème « Célébrer l'ère spatiale : 50 ans de technologie spatiale, 40 ans de Traité sur l'espace extra-atmosphérique ». Le rapport et les actes de la conférence seront publiés à une date ultérieure en 2007.

23. En novembre 2006, l'UNIDIR a publié les actes de la conférence de 2006, sur le thème « Préserver la sécurité spatiale : empêcher une course aux armements dans l'espace ».

24. En mai 2007, la Directrice de l'UNIDIR a pris la parole au cours d'un séminaire organisé par le Global Security Institute sur le thème « Les armes dans l'espace et le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires » dans le cadre d'une réunion du Comité préparatoire du Traité de non-prolifération tenue à Vienne.

6. Application des traités

25. Tout au long de 2006, l'UNIDIR a, avec le concours du Verification Research, Training and Information Centre, fourni des services de consultant au Groupe d'experts gouvernementaux sur la vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification. Le rapport de l'étude ainsi réalisée devait être publié à la fin du premier semestre de 2007.

26. En coopération avec le centre d'études sur la non-prolifération de l'Institut d'études internationales de Monterey, l'UNIDIR poursuit un programme de recherche lancé en 2001 qui vise à étudier le rôle des organes régionaux dans la mise en œuvre des traités à vocation universelle. Ce programme, dirigé par Lawrence Scheinman et désormais également mené à bien dans le cadre du projet intitulé « Nous préparer pour le désarmement nucléaire », prévoit l'organisation d'ateliers et d'une conférence internationale et l'établissement d'un rapport sur les modalités et les mécanismes d'application des traités par les organisations régionales, en mettant maintenant l'accent sur la résolution 1540 du Conseil de sécurité, pour évaluer les avantages de la délégation des activités régionales aux organes régionaux. Dans le cadre de son travail, l'UNIDIR poursuit aussi en coopération avec l'Institut pour les études sur la sécurité (Afrique du Sud) des recherches sur les prochaines étapes de l'entrée en vigueur du Traité de Pelindaba.

7. Réflexion sur la sécurité et le désarmement

27. Le glossaire de l'UNIDIR sur la terminologie de la maîtrise des armements, du désarmement et de la sécurité intitulé *Les termes de la sécurité : un lexique pour la maîtrise des armements, le désarmement et l'instauration de la confiance* est disponible en arabe, espagnol, hongrois et coréen. Il a été traduit en français en 2006-2007 et cette version peut être consultée sur le site Web de l'UNIDIR. L'Institut prépare actuellement une nouvelle édition du glossaire.

28. Au cours des 10 dernières années, on a tenté à plusieurs reprises de remanier le programme relatif au désarmement et à la sécurité. Le projet de recherche pluriannuel de l'UNIDIR sur le thème « Le désarmement en tant qu'action humanitaire : mettre les négociations humanitaires en état de marche » vise à recadrer et repenser les modalités internationales de la maîtrise des armements et du désarmement de façon que les efforts internationaux portent sur des mesures

pratiques pour le bénéfice de l'humanité. Trois études ont été réalisées jusqu'ici dans ce cadre, dont la plus récente, publiée en décembre 2006, s'intitule « Thinking Outside the Box in Multilateral Disarmament and Arms Control Negotiations » (Pour une approche nouvelle des négociations multilatérales sur le désarmement et la maîtrise des armes). Un rapport de synthèse est en cours de préparation. Une série d'ateliers sur le thème « Réfléchir autrement à la sécurité humaine » a été lancée en collaboration avec le Forum de Genève. Ces ateliers ont pour objet d'engager une réflexion avec les praticiens et autres spécialistes de l'action multilatérale sur les questions auxquelles se heurtent les efforts en matière de désarmement en vue de les aider à redéfinir ces défis et à y répondre de manière plus novatrice et plus efficace.

29. La participation du secteur privé aux efforts de prévention des conflits trouve un écho de plus en plus favorable aussi bien chez les responsables de la prévention des conflits que dans le monde des affaires. Le projet de l'UNIDIR intitulé « Creating a new dynamic for public-private partnerships for peaceful and sustainable development: human security and equitable access to resources » (Créer une nouvelle dynamique pour des partenariats entre le public et le privé pour un développement durable et pacifique : la sécurité humaine et un accès équitable aux ressources) vise à déterminer dans quelle mesure les entreprises internationales peuvent, en partenariat avec les gouvernements et la société civile, promouvoir le développement et la sécurité. Le projet est réalisé en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et l'Université de Genève. Des questionnaires ont été élaborés et des recherches sur le terrain sont effectuées dans un certain nombre de pays tout au long de 2007.

30. La gestion et la sécurité de l'information sont deux éléments de l'ère de l'information dont les incidences sur la paix, la sécurité et le désarmement dans le monde sont considérables. L'Institut prévoit d'organiser en octobre 2007 un séminaire à l'intention de la Première Commission de l'Assemblée générale afin de marquer la publication du troisième numéro du *Forum du désarmement*, consacré aux différents aspects de la sécurité de l'information. Un séminaire traitera de cette question de manière plus approfondie au début de 2008.

B. Sécurité régionale et désarmement

31. La sécurité régionale a toujours constitué une priorité dans le programme de recherche de l'UNIDIR. Ces dernières années, l'Institut s'est tout particulièrement intéressé à l'Afrique, au Moyen-Orient, à l'Amérique latine, à l'Asie du Nord-Est, à l'Asie du Sud et à l'Asie centrale.

1. Maintien de la paix

32. Pour soutenir les activités de maintien de la paix, l'UNIDIR a entrepris un projet pluriannuel intitulé « Faire participer les femmes aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration en améliorant la recherche, la formation et l'éducation », en vue de réaliser les objectifs énoncés dans la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Ce projet a contribué à l'élaboration d'un certain nombre de cours de formation sur le maintien de la paix et au processus d'établissement des normes intégrées de désarmement, de démobilisation et de réintégration des Nations Unies en recensant les lacunes et les interventions nécessaires pour assurer l'efficacité de ces normes.

33. L'UNIDIR a lancé un projet pluriannuel visant à élaborer un protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité à l'usage des organismes des Nations Unies confrontés à une situation de sortie d'un conflit ou d'une crise. Il s'agit d'aider les grands acteurs du développement après les conflits à évaluer les besoins des populations locales victimes d'un conflit. Cette démarche s'appuie dans une large mesure sur l'interconnexion des connaissances des domaines de la sécurité, de la prévention des conflits, du développement et de l'anthropologie. Des recherches à plein temps ont commencé en septembre 2006, des essais et des recherches préliminaires sur le terrain ont eu lieu au Ghana en mai 2007 et un projet de protocole est en cours d'établissement et sera testé plus avant sur le terrain en 2008.

34. En 2005, l'UNIDIR a mis en route un projet appuyé par le programme de bourses intra-européennes Marie-Curie de la Commission européenne pour étudier les actions de planification de l'Union européenne et des Nations Unies en matière de gestion des crises et de consolidation de la paix. Ce projet porte en particulier sur les pratiques optimales, le développement des connaissances interinstitutions et le rôle que pourrait jouer la Commission de consolidation de la paix de l'ONU. L'UNIDIR a choisi la Commission de consolidation de la paix comme thème du deuxième numéro de *Forum du désarmement* de 2007 et contribue activement au projet de guide des organismes internationaux de maintien de la paix basés à Genève mené par le Centre de politique de sécurité de Genève.

2. Amérique latine

35. Dans le cadre de sa contribution à la sécurité en Amérique latine, l'UNIDIR et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ont lancé un projet de collaboration s'étendant sur plusieurs années en vue de créer une base de données sur les questions relatives aux armes légères.

36. Le projet sur le rôle des organisations régionales dans l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité mené conjointement par l'UNIDIR et l'Institut d'études internationales de Monterey porte tout particulièrement sur l'Amérique latine et les mécanismes de sécurité de cette région.

3. Asie et Pacifique

37. Le quatrième numéro de *Forum du désarmement* de 2007 traite des questions de sécurité régionale en Asie centrale, y compris la sécurité aux frontières, les réseaux de trafiquants, la zone exempte d'armes nucléaires dans cette région, la gestion des stocks d'armes légères et la sécurité des ressources.

38. Un mécanisme est en cours d'élaboration dans le cadre du projet de l'UNIDIR « Aide internationale à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects » en vue d'assurer une meilleure adéquation entre les ressources et les besoins dans la mise en œuvre de ce programme. La région du Pacifique servira de cadre aux prochains essais du mécanisme.

4. Moyen-Orient

39. L'UNIDIR continue d'examiner la possibilité de poursuivre ses travaux sur l'instauration d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, notamment par la tenue d'une conférence sur ce thème à la fin de 2007.

40. L'Institut prépare une série de réunions exploratoires pour réfléchir à ce qu'impliquerait un cadre de sécurité régional au Moyen-Orient. Ces réunions auront pour objet d'examiner la teneur, la portée et l'implantation géographique d'un éventuel cadre permanent pour la sécurité et le désarmement dans la région. La première est prévue vers la fin de 2007.

5. Afrique

41. Dans le cadre du projet « Aide internationale à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », des recherches ont été menées en Afrique de l'Est, choisie pour les premiers essais d'un mécanisme visant à assurer une meilleure adéquation entre les ressources et les besoins dans l'application du programme.

42. En août 2006, L'UNIDIR a réédité son livre intitulé *Bound to Cooperate: Conflict, Peace and People in Sierra Leone* (Nécessité de la coopération : conflit, paix et population en Sierra Leone) compte tenu de la demande dans la région et l'a mis à jour en y ajoutant une nouvelle préface. L'Institut a continué d'axer ses efforts sur la Convention sur le transit routier inter-États des marchandises signée par les Chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en mai 1982 et participé l'an dernier à un certain nombre de réunions en Afrique de l'Ouest, dont le Sommet de la CEDEAO en juin 2007.

C. Sécurité humaine et désarmement

43. L'UNIDIR participe au débat sur la question de la sécurité humaine tant sur le plan théorique que sur celui des politiques générales. Le projet intitulé « Disarmament as humanitarian action » (Le désarmement, action humanitaire) est considéré comme une contribution importante aux travaux théoriques en cours sur les nouvelles manières d'aborder la question de la sécurité. Par ses travaux sur les armes légères, les mines terrestres et autres débris de guerre explosifs et la sécurité sanitaire, l'UNIDIR a apporté de même une précieuse contribution dans ce domaine.

1. Courtage illicite d'armes légères

44. En collaboration avec le Département des affaires de désarmement de l'ONU et Small Arms Survey, l'Institut a mené à bien un projet de recherche dont l'objet est d'examiner la question du courtage illicite et son incidence sur le commerce illicite d'armes légères. Ce projet, dont le rapport a été publié lors de la première réunion du Groupe d'experts gouvernementaux à la fin de l'année 2006, s'inscrit dans un vaste processus consultatif qui vise à déterminer les vues des États conformément à la résolution 58/241 du 23 décembre 2003 de l'Assemblée générale sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

2. Forum de Genève : réunions sur les armes légères

45. Le Forum de Genève est un programme lancé conjointement en 1998 par l'UNIDIR, le Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies et le Programme d'études stratégiques et de sécurité internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. L'une de ses activités consiste en une série de débats organisés à Genève sur le contrôle de la dissémination des armes légères. Au cours de l'année écoulée, le Forum de Genève a tenu cinq réunions dans le cadre du Processus de Genève, forum de discussion sur l'application du Programme d'action sur le commerce illicite des armes légères. Il a aussi organisé, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) un certain nombre de séminaires, notamment sur les thèmes suivants : « Prévention des violations des droits de l'homme commises à l'aide d'armes légères » (août 2006), « Faire baisser la demande d'armes à feu : les leçons apprises sur le terrain » (janvier 2007) et « Initiation approfondie des diplomates en ce qui concerne les armes légères » (mai 2007).

3. Renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

46. Le PNUD, le Département des affaires de désarmement, l'UNIDIR et Small Arms Survey mènent conjointement un projet visant à renforcer les capacités de certains pays afin de les aider à rendre compte de la suite donnée au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. En outre, l'UNIDIR a effectué une analyse des rapports présentés au Secrétaire général sur la mise en œuvre du Programme d'action afin de mieux déterminer où il est le plus nécessaire de renforcer les capacités. La dernière publication, intitulée *Five Years of Implementing the United Nations Programme of Action on Small Arms and Light Weapons: Regional Analysis of National Reports* (Cinq ans d'application du Programme d'action des Nations Unies relatif aux armes légères : analyse régionale des rapports nationaux) a été lancée en 2006 lors de la première conférence d'examen du Programme d'action.

47. Le projet de constitution d'une base de données sur le mécanisme de coordination de l'action des Nations Unies concernant les armes légères facilite le regroupement et la diffusion des informations parmi les parties au mécanisme, les États Membres de l'ONU et le public en général. L'UNIDIR a élaboré le chapitre relatif aux profils de pays, qui comprend une brève évaluation des besoins et une liste des compétences disponibles dans les États Membres qu'il serait possible de mobiliser aux fins de fournir une assistance.

48. À la suite de demandes présentées par des États Membres lors de la deuxième Réunion biennale des États tenue en 2005 pour examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et par le Comité préparatoire de la première conférence d'examen du Programme d'action, l'UNIDIR a procédé à des recherches pour évaluer l'ampleur de l'assistance financière et technique demandée et offerte pour l'application du programme. Les premiers résultats de ces recherches, exposés dans une publication intitulée *International Assistance for Implementing the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons* (Aide internationale à la mise en œuvre du Programme

d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects), ont été présentés à la première conférence d'examen du Programme d'action en 2006. Un site Web interactif conçu pour mettre en contact les États ayant besoin d'une assistance et les États donateurs est en cours de construction.

4. Ouvrir la voie à un traité sur le commerce des armes

49. En avril 2007, le Forum de Genève a tenu un séminaire sur le thème « Getting off to a good start on an arms trade treaty: States' submissions to the United Nations Secretary-General » (Prendre un bon départ dans l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes : propositions présentées par les États au Secrétaire général des Nations Unies) au cours duquel ont été examinées les questions soulevées par un futur traité sur le commerce des armes. Dans son étude en deux parties intitulée « Analysis of States' Views on an arms trade treaty » (Analyse des vues des États concernant un traité sur le commerce des armes), l'UNIDIR compile et analyse les vues présentées par les États Membres en application de la résolution 61/89 de l'Assemblée générale. La première partie de l'étude contient une analyse statistique des vues des États Membres et un examen plus détaillé des différentes conceptions du traité et de ce qu'elles impliquent. Cette analyse sera présentée à la Première Commission lors de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale. La deuxième partie de l'étude proposera une analyse approfondie des éléments que requiert un traité sur le commerce des armes, dont les conclusions seront présentées à des réunions d'experts et au Groupe d'experts gouvernementaux établi par le Secrétaire général, qui doit se réunir en 2008.

5. Mines terrestres et autres débris de guerre explosifs

50. L'UNIDIR a mené à bonne fin un projet de recherche sur le terrain sur les conséquences des armes à sous-munitions entrepris pour le PNUD, le Service de la lutte antimines et l'UNICEF. Un rapport fondé sur ces recherches a été publié à la fin de 2006 sous le titre « Cluster munitions in Albania and the Lao Popular Democratic Republic: the humanitarian and socio-economic impact » (Les armes à sous-munitions en Albanie et en République démocratique populaire lao : les conséquences humanitaires et socioéconomiques). Le numéro du dernier trimestre 2006 de *Forum du désarmement* a également pour thème les armes à sous-munitions.

51. Le projet intitulé « The humanitarian impact of cluster munitions » (Les conséquences humanitaires des armes à sous-munitions), dont les conclusions seront publiées au cours du deuxième semestre de 2007, se poursuit.

52. Dans le cadre du Forum de Genève, un certain nombre de séances informelles de réflexion ont été consacrées aux moyens d'aller de l'avant en ce qui concerne les armes à sous-munitions, et un séminaire sur le thème « Mine action and development » (Lutte contre les mines et développement) a été organisé en 2007 en coopération avec le Centre international de déminage humanitaire de Genève.

6. Prévention de la dissémination des armes auprès de groupes armés non étatiques

53. Depuis une dizaine d'années, le monde a pris une conscience accrue des dangers que représentent le terrorisme international et les activités de groupes armés

non étatiques. Nombre de gouvernements ont adopté à l'échelon national des mesures plus vigoureuses pour prévenir le détournement illicite des armes, tout en multipliant les initiatives régionales et internationales en vue de trouver des solutions multilatérales. Il n'existe cependant aucun dispositif global visant à prévenir ces transferts à destination de groupes armés non étatiques. L'UNIDIR organisera un séminaire en vue d'examiner cette question d'un point de vue plus général et pour réfléchir aux moyens possibles de promouvoir une approche mieux intégrée.

7. Droit international humanitaire, droit relatif aux droits de l'homme et sécurité

54. En juin 2007, l'UNIDIR, le Programme pour l'étude des organisations internationales (PSIO) de l'Université de Genève et l'Appel de Genève ont tenu un atelier d'experts de deux jours sur le thème « Exploring criteria and conditions for engaging armed non-state actors to respect humanitarian law and human rights law » (Réflexion sur les critères et les conditions requis pour encourager les acteurs non étatiques armés à respecter le droit humanitaire et les droits de l'homme). Les actes de la réunion paraîtront ultérieurement en 2007.

IV. Mise en place de réseaux

55. L'une des principales fonctions de l'UNIDIR est de coopérer activement avec les institutions spécialisées, organismes et entités des Nations Unies et d'autres organisations s'occupant de désarmement. L'Institut exécute plusieurs programmes officiels et officieux et a arrêté des dispositions pratiques avec de nombreux instituts, centres et universités.

A. Constitution d'un réseau électronique

56. *Disarmament Insight* (Réflexion sur le désarmement), une initiative conjointe du projet « *Disarmament as humanitarian action: making multilateral negotiations work* » (Le désarmement en tant qu'action humanitaire : mettre les négociations multilatérales en état de marche) et du Forum de Genève, a été lancé en avril 2007. Ce mécanisme de vulgarisation novateur propose différents outils sur le Web, dont un blog de recherche, régulièrement enrichi de nouveaux articles sur des thèmes variés, ainsi que des liens vers des enregistrements sonores (podcasts) d'interventions aux ateliers organisés dans ce même cadre. En un peu plus de deux mois, le site Web de *Disarmament Insight* a enregistré plus de 4 000 visites (voir la figure 2 ci-dessous). Un nombre croissant d'autres sites et blogs, parmi lesquels ceux de l'Arms Control Association, de l'Institut d'études internationales David Daves Memorial de l'University of Wales (Aberystwyth), et de l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, ont créé des liens qui y conduisent. Un certain nombre d'autres entités, dont le Réseau d'action international contre les armes légères, la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres et la Cluster Munition Coalition, ont présenté ses activités.

Figure 2
Distribution géographique des connexions à *Disarmament Insight*



B. Forum du désarmement

57. Depuis maintenant neuf ans, l'UNIDIR publie une revue trimestrielle bilingue, *Forum du désarmement*. Chaque numéro est consacré à un thème en rapport avec la sécurité et le désarmement et contient des articles rédigés par des experts sur ces questions ainsi que des articles plus succincts sur d'autres sujets, à quoi s'ajoute une description sommaire des projets de recherche en cours et des publications récentes. Chaque numéro peut être entièrement consulté en ligne. Désormais, le Réseau sur les relations et la sécurité internationales donne lui aussi accès au texte intégral d'articles parus dans la revue.

C. Éducation pour le désarmement

58. À l'occasion du 40^e Festival de jazz de Montreux, en 2006, l'UNIDIR a organisé un atelier sur le thème « Les artistes, artisans de la paix » avec l'International Committee of Artists of Peace et la Soka Gakkai International au cours duquel sont intervenus la Directrice de l'UNIDIR et le musicien Herbie Hancock.

59. Depuis trois ans, le Forum de Genève organise chaque année un atelier d'une journée conçu pour aider les diplomates récemment arrivés à Genève à se familiariser avec les questions de désarmement et de sécurité. Le dernier, sur le thème « Désarmement et maîtrise des armes à Genève : introduction à l'intention des nouveaux diplomates » s'est tenu en janvier 2007.

60. L'UNIDIR a contribué à l'élaboration par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) d'une série de séminaires de formation qu'il est proposé d'organiser sur le thème « Désarmement nucléaire et non-prolifération : les fondements de la sécurité humaine ». Les séminaires que le Bureau de l'UNITAR pour l'Asie et le Pacifique à Hiroshima s'emploie à mettre sur pied sont destinés aux représentants au Conseil de sécurité et aux délégués à la Conférence du désarmement, à des responsables nationaux des questions de sécurité désignés par

les États Membres de la région, aux diplomates en poste dans la région et à un certain nombre de représentants des instituts de recherche, de la société civile et des milieux universitaires.

D. Conférences, séminaires et réunions-débats

61. L'UNIDIR organise diverses réunions de chercheurs à Genève et dans le monde entier. Elles ont pour objet non seulement d'examiner les questions de sécurité, de maîtrise des armements et de désarmement, mais aussi de promouvoir la coopération avec les instituts de recherche et entre eux dans leurs domaines de compétence. Le Forum de Genève a tenu l'année dernière 17 réunions sur toute une série de questions concernant notamment les produits liés aux conflits, la sécurité mondiale, les armes biologiques, les armes légères et les débris de guerre explosifs. L'UNIDIR a tenu l'an dernier 10 conférences et ateliers à Genève, New York et Vienne. L'Institut s'efforce d'assurer l'équilibre entre les sexes lors du choix des orateurs et des experts invités à ses conférences.

E. Collaboration avec d'autres institutions

62. L'UNIDIR n'a cessé d'accroître le nombre d'instituts qui collaborent à ses travaux de recherche et à ses réunions. En 2007, il est devenu partenaire principal du Réseau sur les relations et la sécurité internationales, dont la maison d'édition fait paraître certaines de ses publications.

F. Programme de bourses et de jeunes chercheurs

63. Le programme de bourses de l'UNIDIR permet à des chercheurs de venir passer entre un et six mois à Genève. Les objectifs en sont les suivants : offrir une formation à des chercheurs des pays en développement; leur permettre de procéder à des échanges de vues entre eux et avec des chercheurs de pays développés, des spécialistes du Secrétariat de l'ONU, des délégations ou des institutions non gouvernementales; et améliorer la qualité du travail de l'UNIDIR et donc la pertinence des informations transmises par l'Institut aux gouvernements et aux établissements de recherche. Le programme de plus en plus compétitif de l'Institut incite de jeunes chercheurs du monde entier à venir y travailler pour une courte période. En 2006 et 2007, l'UNIDIR a accueilli 11 stagiaires venus de six pays. L'Institut accueille aussi des administrateurs auxiliaires. Les partenariats qu'il conclut sont pour l'essentiel fondés sur des accords qui attestent la légitimité de ses stages de formation. Les étudiants acceptés à l'Institut peuvent en effet obtenir dans leurs universités des unités de valeur en échange de leur stage.

V. Publications

64. L'UNIDIR fera paraître dans les mois à venir un grand nombre de publications, dont la revue trimestrielle *Forum du désarmement*, des ouvrages et des rapports de recherche.

65. Entre juillet 2006 et juillet 2007, l'UNIDIR a publié les livres et rapports suivants :

Developing a Mechanism to Prevent Illicit Brokering in Small Arms and Light Weapons-Scope and Implications, en coopération avec Small Arms Survey et le Département des affaires de désarmement

International Assistance for Implementing the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects-Findings of a Global Survey, par Kerry Maze et Sarah Parker

Thinking Outside the Box in Multilateral Disarmament and Arms Control Negotiations, par John Borrie et Vanessa Martin Randin (éd.)

European Action on Small Arms and Light Weapons and Explosive Remnants of War, Final Report, en coopération avec l'Union européenne

Cluster Munitions in Albania and Lao PDR: The Humanitarian and Socio-economic Impact, par Rosy Cave, Anthea Lawson et Andrew Sherriff

Building the Architecture for Sustainable Space Security, Conference Report, 30-31 March 2006, en coopération avec la Simons Foundation et les Gouvernements du Canada, de la République populaire de Chine et de la Fédération de Russie

Costs of Disarmament: Cost Benefit Analysis of SALW Destruction versus Storage, par Mandy Turner, en coopération avec le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères et l'Université de Bradford

Bound to Cooperate: Conflict, Peace and People in Sierra Leone, 2^e édition, par Anatole Ayissi et Robin-Edward Poulton (éd.)

Disarmament as Humanitarian Action: From Perspective to Practice, John Borrie et Vanessa Martin Randin (éd.)

Five Years of Implementing the United Nations Programme of Action on Small Arms and Light Weapons: Regional Analysis of National Reports, par Elli Kytömäki et Valerie Anne Yankey-Wayne, en coopération avec le PNUD, le Département des affaires de désarmement et Small Arms Survey

From Research to Road Map: Learning from the Arms for Development Initiative in Sierra Leone, par Derek Miller, Daniel Ladouceur et Zoe Dugal

Safeguarding Space Security: Prevention of an Arms Race in Outer Space, Conference Report, 21-22 March 2005, en coopération avec la Simons Foundation, le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement de la Fédération de Russie

Comparative Analysis of Evaluation Methodologies in Weapon Collection Programmes, par Shukuko Koyama

Common Security in Outer Space and International Law, par Detlev Wolter

Forum du désarmement

2006, n° 2 : Le TICE : essais transformés?

2006, n° 3 : Les armes biologiques : vers une Convention plus forte

2006, n° 4 : Les armes à sous-munitions

2007, n° 1 : Le contrôle des missiles?

2007, n° 2 : La Commission de consolidation de la paix

66. Les figures 3 et 4 indiquent la diffusion des publications de l'UNIDIR par catégorie de lecteurs et par région.

Figure 3

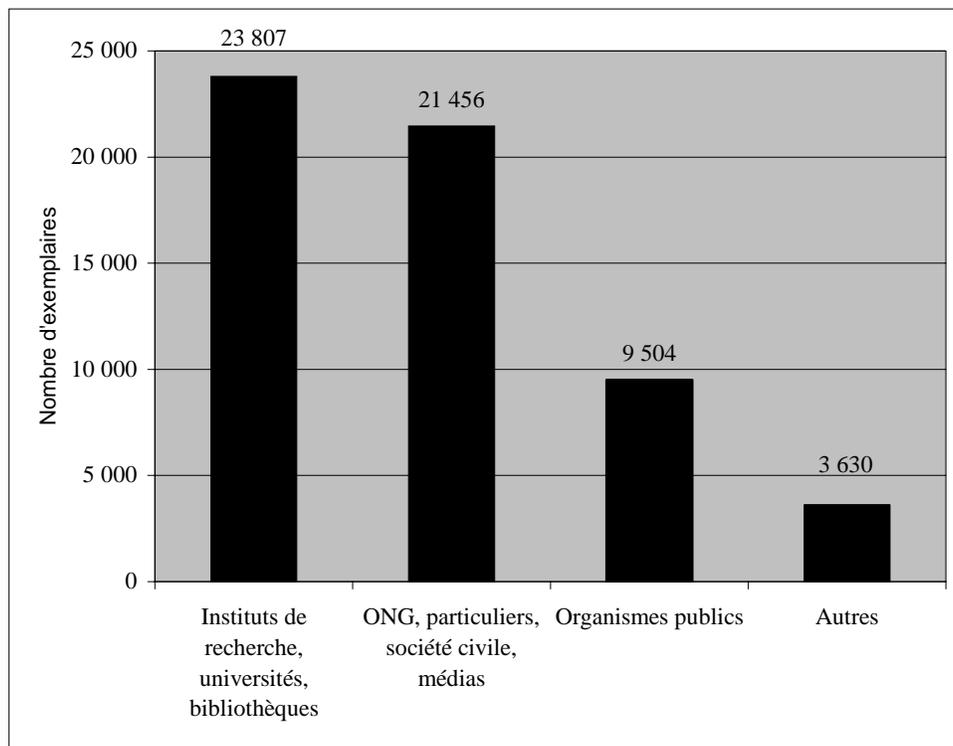
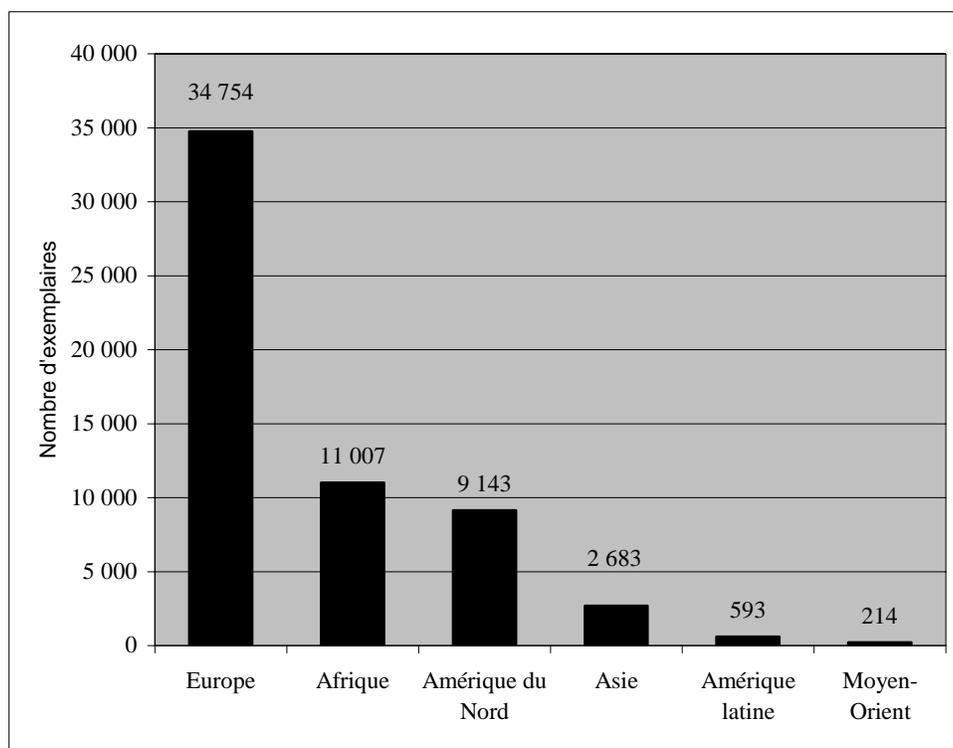
Diffusion des publications de l'UNIDIR par catégorie de lecteurs (2006)

Figure 4
Diffusion des publications de l'UNIDIR par région (2006)



67. À la lumière de cette analyse, l'UNIDIR prend des mesures pour corriger la faible diffusion de ses publications en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Les efforts des deux années précédentes pour améliorer le nombre de lecteurs des publications de l'UNIDIR en Afrique ont porté leurs fruits. Des leçons peuvent être tirées de cette expérience, en vue de l'améliorer et de la reproduire dans d'autres régions.

Annexe I

Recettes et dépenses pour 2005 et 2006 et prévisions pour 2007 et 2008

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>Prévisions pour 2007</i>	<i>Prévisions pour 2008</i>
A. Fonds disponibles au début de l'année	1 910,5	1 499,4 ^a	1 667,7 ^b	1 133,0 ^c
B. Recettes :				
Contributions volontaires et dons publics	3 317,4 ^d	2 558,7 ^e	1 930,9 ^f	862,1 ^g
Subventions de l'Organisation des Nations Unies (budget ordinaire)	201,4 ^d	223,5 ^e	262,0 ^f	234,1
Autres contributions interorganisations	155,3	194,5	8,0	20,0 ^g
Intérêts	60,2	54,4	40,0	30,0
Divers	1,1	13,7	0,0	0,0
Montant total	3 735,4	3 044,8	2 240,9	1 146,2
C. Ajustements au titre de périodes précédentes	0,0	(0,1)	0,0	0,0
D. Engagements au titre de périodes précédentes	0,0	14,6	0,0	0,0
E. Montant total des fonds disponibles	5 645,9	4 558,7	3 908,6	2 279,2
F. Dépenses	4 146,5	2 891,0	2 775,6	1 909,1
H. Solde du fonds à la fin de l'année	1 499,4 ^a	1 667,7 ^b	1 133,0 ^c	370,1 ^h

^a Comprend 299 000 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2005.^b Comprend 284 500 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2006.^c Comprend 311 800 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2007.^d Voir en annexe III le détail des recettes de l'UNIDIR pour 2005 provenant de sources volontaires.^e Voir en annexe III le détail des recettes de l'UNIDIR pour 2006 provenant de sources volontaires.^f Voir en annexe III le détail des prévisions de recettes de l'UNIDIR pour 2007 provenant de sources volontaires.^g Voir en annexe III le détail des prévisions de recettes de l'UNIDIR pour 2008 provenant de sources volontaires. Les prévisions concernant les contributions pour 2008 sont prudentes. On sait par expérience qu'elles seront bien plus élevées, mais il n'est évidemment pas possible de le garantir à ce stade.^h Comprend 230 300 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2008.

Annexe II

Ressources nécessaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Ressources nécessaires</i>	2005	2006	2007 ^a	2008 ^a	Augmentation/ réduction
	(1)	(2)	(3)	(4)	(4 - 3)
A. Dépenses directes d'administration					
Traitement et dépenses communes de personnel	572,8	663,7	587,2	722,4	135,2
Personnel temporaire autre que pour les réunions	73,9	17,4	33,0	0,0	(33,0)
Personnel temporaire pour les réunions	0,0	0,8	7,0	0,0	(7,0)
Honoraires et frais de voyage des consultants	102,8	112,7	168,2	83,0	(85,2)
Groupes spéciaux d'experts	97,0	112,1	205,4	94,0	(111,4)
Contrat de prestations de services individuels	2 956,0	1 714,6	1 482,3	844,2	(638,1)
Frais de voyage du personnel en mission	108,9	96,7	118,8	51,0	(67,8)
Formation	0,3	0,0	4,0	4,0	0,0
Services contractuels	3,3	1,9	4,0	4,0	0,0
Représentation	8,7	10,4	13,5	6,0	(7,5)
Locaux : location et entretien	0,1	0,9	5,0	2,0	(3,0)
Location de matériel de bureau	0,6	6,6	3,7	3,7	0,0
Location de matériel de conférence	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0
Frais d'entretien	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0
Frais bancaires	1,1	0,6	0,0	0,0	0,0
Communication	0,2	0,0	2,0	1,0	(1,0)
Acquisition de matériel de bureau	3,4	6,2	7,8	2,8	(5,0)
Acquisition de progiciels	1,7	0,0	2,0	0,0	(2,0)
Remplacement de matériel informatique	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0
Autres fournitures	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Acquisition de matériel d'impression et de publication	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition d'un télécopieur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Fournitures de papeterie et de bureau	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Fournitures informatiques	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Papier pour reproduction interne	(0,5)	9,6	10,0	10,0	0,0
Abonnements et commandes renouvelables	1,0	1,0	1,2	1,2	0,0

	2005	2006	2007 ^a	2008 ^a	Augmentation/ réduction
	(1)	(2)	(estimation) (3)	(estimation) (4)	(4 - 3)
<i>Ressources nécessaires</i>					
Pertes ou gains au change	27,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Total A	3 962,0	2 757,9	2 655,1	1 829,3	(825,8)
B. Dépenses d'appui aux programmes (5 % du total A, moins la subvention de l'ONU)	184,5	133,1	119,7	79,8	(39,9)
Montant total des dépenses (A + B)	4 146,5	2 891,0	2 774,8	1 909,1	(865,7)
C. Réserve d'exploitation (15 % des prévisions de dépenses financées au moyen des contributions autres que celle de l'Union européenne, moins la subvention de l'ONU, et 5 % des prévisions de dépenses financées au moyen des contributions de l'UE)	299,0	284,5	311,8	230,3	(81,5)
Total général A + B + C	4 445,5	3 175,5	3 086,6	2 139,4	(947,2)

^a Ces chiffres pourront être revus à la hausse lorsque les propositions de financement actuelles seront confirmées.

A. Dépenses directes de programme et d'administration pour 2008

Une fois les demandes de collecte de fonds en instance approuvées, les montants minima actuellement prévus pour les programmes de recherche et pour les dépenses d'administration seront majorés au fur et à mesure de la réception des fonds.

Traitements et dépenses communes de personnel (722 400 dollars). Le montant prévu permettra de couvrir les traitements du personnel permanent de l'UNIDIR et les dépenses de personnel connexes. En 2008, le personnel permanent comprendra la Directrice (D-2), le Directeur adjoint (D-1) et deux agents des services généraux. Le montant total de cette rubrique est calculé à partir des coûts salariaux standard applicables à Genève (version 7) et représente une augmentation de 135 200 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2007, du fait que les dépenses afférentes au poste de directeur adjoint prévues pour 2007 ne portaient que sur une période de quatre mois.

Personnel temporaire autre que pour les réunions. Pas de ressources nécessaires pour 2008. Cette estimation représente une baisse de 33 000 dollars par rapport aux ressources prévues dans le budget de 2007 au titre du personnel temporaire pour le projet intitulé « L'action européenne sur les armes légères, les armes de petit calibre et les débris de guerre explosifs ».

Personnel temporaire pour les réunions. Pas de ressources nécessaires pour 2008. Cette estimation représente une baisse de 7 000 dollars par rapport aux ressources prévues dans le budget de 2007.

Honoraires et frais de voyage des consultants (83 000 dollars). Le montant prévu permettra de louer les services d'un graphiste pour les pages de couverture des publications de l'UNIDIR (5 000 dollars) et pour financer la mise au point rédactionnelle de ces publications (15 000 dollars). Ces estimations comprennent en outre la rémunération de consultants pour l'étude sur l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (30 000 dollars) et pour le protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité (38 000 dollars). Elles représentent une baisse de 85 200 dollars par rapport aux montants prévus pour 2007.

Groupes spéciaux d'experts (94 000 dollars). Le montant prévu, en baisse de 111 400 dollars par rapport aux ressources prévues dans le budget de 2007, servira à couvrir les frais de voyage des experts participant aux réunions de groupes d'experts pour le projet relatif à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (13 000 dollars), le protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité (41 000 dollars) et la Conférence de 2008 sur l'espace extra-atmosphérique.

Contrats de prestations de services individuels (844 200 dollars). Le montant prévu permettra de proroger les contrats du personnel de recherche qui travaille sur les projets ordinaires. En 2000, ces contrats ont été harmonisés avec ceux du personnel permanent de l'ONU et, en 2001, les postes concernés ont été classés par le Service du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève. En 2002, les traitements ont été augmentés pour porter les traitements nets au niveau des classes correspondantes. Les ressources prévues font apparaître une diminution de 638 100 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2007, plusieurs projets arrivant à leur terme en 2007.

Frais de voyage du personnel en mission (51 000 dollars). Le montant prévu pour 2008 est en baisse de 67 800 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2007 et sera essentiellement utilisé pour le personnel chargé du projet d'évaluation des besoins en matière de sécurité. D'autres frais de voyage au titre de projets seront pris en compte si des fonds sont reçus à cette fin. La Directrice et le personnel reçoivent des invitations à des conférences et séminaires, mais doivent refuser en raison du budget de voyage limité de l'Institut. D'autre part, ils reçoivent des invitations dont les frais sont pris en charge par l'institution hôte; ces voyages sont parfois combinés à des missions de l'UNIDIR afin de dégrever l'Institut. Dans la mesure du possible, les voyages pour collecte de fonds seront combinés à d'autres types de voyages.

Autres formations spécialisées (4 000 dollars). Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2007, servira à former le personnel de l'UNIDIR à l'utilisation de nouveaux logiciels.

Autres services contractuels (4 000 dollars). Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2007, servira à prolonger et à diversifier les services contractuels existants concernant le site Web et les services liés au matériel informatique.

Représentation (6 000 dollars). Le montant prévu pour 2008, en baisse de 7 500 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2007, servira essentiellement à financer l'accueil des participants aux séminaires de l'UNIDIR.

Locaux : location et entretien (2 000 dollars). Le montant prévu, en baisse de 3 000 dollars par rapport aux ressources nécessaires en 2007, servira à financer la location de salles de conférence pour les séminaires organisés en 2008.

Location de matériel de bureau (3 700 dollars). Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2007, sera utilisé pour la location d'un télécopieur et d'imprimantes.

Communication (1 000 dollars). Le montant prévu, en baisse de 1 000 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2007, sera utilisé pour étendre les installations Nomadic existantes.

Acquisition de matériel de bureau (2 800 dollars). Le montant prévu servira à l'achat de nouvelles imprimantes. Il représente une baisse de 5 000 dollars par rapport aux ressources nécessaires en 2007.

Papier pour reproduction interne (10 000 dollars). Le montant prévu à la présente rubrique, égal aux prévisions révisées de 2007, servira à acheter le papier nécessaire pour publier le périodique *Forum du désarmement*.

Abonnements et commandes renouvelables (1 200 dollars). Le montant prévu, égal aux ressources nécessaires en 2007, servira à prolonger les abonnements en cours.

B. Dépenses d'appui aux programmes

Un montant de 79 800 dollars, représentant 5 % du montant total des dépenses prévues, moins la subvention de l'ONU prélevée sur son budget ordinaire (234 100 dollars), est demandé pour les dépenses d'appui aux programmes en 2008.

C. Réserve d'exploitation

Conformément à l'instruction administrative ST/AI/284, un montant de 230 300 dollars sera retenu au titre de la réserve d'exploitation. Il représente 15 % des prévisions de dépenses pour 2008 financées au moyen des ressources extrabudgétaires, moins les dépenses financées par la Commission européenne, à l'égard desquelles il représente 5 %.

Annexe III

Contributions volontaires pour 2005 et 2006 et état pour 2007 et 2008

(En dollars des États-Unis)

<i>Contributions volontaires</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007^a</i>	<i>2008^a</i>
A. Contributions des gouvernements				
Autriche	10 954	82 898	40 000	0
Canada	0	75 862	104 066	0
Chine	30 000	0	35 000	35 000
Égypte	5 176	0	0	0
Espagne	0	0	7 000	0
États-Unis d'Amérique	0	43 400	40 000	0
Fédération de Russie	0	49 974	100 000	100 000
Finlande	23 529	23 669	53 800	0
France	333 000	333 000	300 000	300 000
Grèce	7 800	0	0	0
Inde	0	0	5 000	0
Irlande	0	0	10 000	0
Israël	9 918	0	19 000	10 000
Japon	0	0	30 000	30 000
Luxembourg	3 049	5 974	6 485	6 000
Mexique	20 000	20 000	20 000	20 000
Norvège	585 801	860 129	230 000	139 000
Nouvelle-Zélande	17 750	12 769	10 000	10 000
Pays-Bas	53 760	137 964	138 560	0
République de Corée	10 000	30 000	20 000	20 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	125 310	0	41 200	0
Suède	25 571	280 255	280 255	0
Suisse	60 000	85 663	78 566	60 000
Turquie	5 000	0	0	0
Total des contributions des gouvernements	1 326 618	2 041 557	1 568 932	730 000
B. Dons publics				
Commission européenne	1 777 525	448 718	288 209	65 520
Divers	0	955	0	0
Fondation européenne de la science	932	0	0	0
Fondation Marie-Curie	129 671	0	0	66 594
Institut universitaire de hautes études internationales	55 660	1 922	6 560	0
Simons Foundation	27 000	26 154	17 213	0

<i>Contributions volontaires</i>	2005	2006	2007 ^a	2008 ^a
Université de Genève	0	39 394	50 000	0
Total des dons publics	1 990 788	517 143	361 982	132 114
Total des contributions volontaires (A + B)	3 317 406	2 558 700	1 930 914	862 114
C. Contributions interorganisations				
Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (PNUD Belgrade)	34 260	0	0	0
Département des affaires de désarmement de l'ONU	10 000	95 000	8 000	20 000
PNUD	73 152	94 483	0	0
Service de la lutte antimines	37 920	0	0	0
UNICEF	0	5 000	0	0
Total des contributions interorganisations	155 332	194 483	8 000	20 000
Total général (A + B + C)	3 472 738	2 753 183	1 938 914	882 114

^a Ces chiffres seront revus à la hausse une fois les propositions de financement actuelles confirmées.

Annexe IV

État des prévisions de recettes provenant de contributions volontaires pour 2007

(En dollars des États-Unis)

Donateur	Montant total des contributions	Objet	
		Projets spéciaux	Autres fins (y compris frais d'administration)
A. Contributions des gouvernements			
Autriche ^a	40 000	32 000	8 000
Canada ^b	104 066	83 253	20 813
Chine ^c	35 000	28 000	7 000
Espagne ^f	7 000	5 600	1 400
États-Unis d'Amérique ^a	40 000	32 000	8 000
Fédération de Russie	100 000	80 000	20 000
Finlande ^d	53 800	43 040	10 760
France ^e	300 000	30 000	270 000
Inde ^f	5 000	4 000	1 000
Irlande	10 000	8 000	2 000
Israël ^g	19 000	15 200	3 800
Japon ^h	30 000	24 000	6 000
Luxembourg	6 485	5 188	1 297
Mexique	20 000	16 000	4 000
Norvège ^j	230 000	184 000	46 000
Nouvelle-Zélande	10 000	8 000	2 000
Pays-Bas ⁱ	138 560	110 848	27 712
République de Corée	20 000	16 000	4 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ^m	41 200	32 960	8 240
Suède ^k	280 255	224 204	56 051
Suisse ^l	78 566	62 853	15 713
Total des contributions des gouvernements	1 568 932	1 045 146	523 786
B. Dons publics			
Commission européenne ⁿ	288 209	259 388	28 821
Institut universitaire de hautes études internationales	6 560	5 248	1 312
Simons Foundation ^o	17 213	13 770	3 443

Donateur	Montant total des contributions	Objet	
		Projets spéciaux	Autres fins (y compris frais d'administration)
Université de Genève ^p	50 000	40 000	10 000
Total des dons publics	361 982	318 407	43 576
Total des contributions volontaires (A + B)	1 930 914	1 363 552	567 362
C. Contributions interorganisations			
Département des affaires de désarmement de l'ONU ^q	8 000	6 400	1 600
PNUD		0	0
Total des contributions interorganisations	8 000	6 400	1 600
Total général (A + B + C)	1 938 914	1 369 952	568 962

^a Affecté au projet intitulé « International assistance for implementing the United Nations Programme of Action on Small Arms ».

^b Affecté à la Conférence sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique – 2007 et au projet intitulé « International assistance for implementing the United Nations Programme of Action on Small Arms ».

^c Affecté à la Conférence sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique – 2007.

^d Affecté à l'étude intitulée « Arms trade treaty: analysis of reports submitted by States to the Secretary General ».

^e Affecté aux dépenses afférentes au poste de directeur adjoint de l'UNIDIR et aux séminaires qui doivent se tenir en 2007.

^f Affecté au séminaire sur le thème « Preventing the spread of weapons to non-State armed groups ».

^g Dont 9 000 dollars affectés au séminaire sur le thème « Preventing the spread of weapons to non-State armed groups ».

^h Affecté au projet intitulé « The entry into force of the CTBT: new opportunities? ».

ⁱ Affecté à l'élaboration du protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité et à un séminaire sur le thème « Preventing the illicit trade in small arms and light weapons: the role of brokers ».

^j Dont 30 000 dollars affectés au projet intitulé « The entry into force of the CTBT: new opportunities? ».

^k Affecté à l'élaboration du protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité.

^l Dont 19 166 dollars affectés au projet intitulé « Creating a new dynamic for public-private partnerships for peaceful and sustainable development: human security and equitable access to resources; et 11 000 dollars affectés au projet intitulé « The humanitarian impact of cluster munitions ».

^m Dont 34 200 dollars affectés à l'étude intitulée « The arms trade treaty: analysis of reports submitted by States to the Secretary General » et 7 000 dollars affectés au séminaire sur le thème « Preventing the spread of weapons to non-State armed groups ».

ⁿ Dont 65 520 dollars affectés au projet intitulé « European Union and United Nations planning for crisis management and peacebuilding: promoting best practice and inter-institutional learning »; 56 657 dollars affectés au projet intitulé « Reinforcing European Union cooperative threat reduction programme: community action in support of the European Union strategy against the proliferation of weapons of mass destruction »; et 166 032 dollars affectés au projet intitulé « European action on small arms, light weapons and explosive remnants of war ».

(Suite des notes du tableau)

^o Affecté à la Conférence sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

^p Affecté au projet intitulé « Creating a new dynamic for public-private partnerships for peaceful and sustainable development: human security and equitable access to resources ».

^q Affectés au recrutement de consultants pour le Groupe d'experts gouvernementaux sur la question des missiles sous tous ses aspects.
